

Auteur : Célestin Melinette

Commission : Sommet UE sur les Alternatives aux Routes de la Soie : “From Europe to ASIA Madrid Summit 2024.”

Problématique : Quelles voies d'interconnexions avec l'Asie (fret, passagers, numérique) ?

Rédaction TPG:

La Croatie est un régime parlementaire, ainsi c'est le chef du gouvernement qui possède le pouvoir. Le premier ministre Croate est Andrej Plenković et il est au pouvoir depuis 2016. Le parti au pouvoir en Croatie, considéré comme un parti de droite, est l'Unión Democrática Croata (HDZ). Par ailleurs, le parti politique Croate appartient au groupe du Parti populaire européen (PPE) au sein du parlement européen. Depuis ces dix dernières années, La Croatie cherche à s'intégrer de plus en plus dans l'Union Européenne qu'elle a officiellement intégrée en 2013. Ainsi, la Croatie est passée à l'euro il y a un an, le premier Janvier 2023. En Croatie, le président est élu au suffrage universel pour un mandat de 5 ans renouvelable une fois. Cependant, Zoran Milanović est le président de la Croatie depuis sa proclamation d'indépendance en 1990.

Les Nouvelles Routes de la Soie sont un projet de 8 corridors terrestres vers l'Europe et l'Asie. C'est aussi un plan d'ouverture de développement de nombreuses routes maritimes, via le contrôle de ports par les Chinois, vers l'Asie, l'Europe mais aussi l'Afrique voire l'Amérique latine. Ce projet se traduit donc par la construction de voies ferroviaires de transport de fret et d'autoroutes pour une meilleure circulation des marchandises entre l'Asie et l'Europe, entre autres. Cependant, ce projet, comme beaucoup d'autres projets chinois, a été critiqué par beaucoup de pays à travers le monde. On lui a reproché de donner trop de puissance à la Chine, étant donné que les infrastructures visant à développer ce commerce sont chinoises et sont vouées à favoriser les exportations du pays asiatique, qui reste “l'usine du monde”. De plus, le projet est financé par le géant asiatique qui fournit des prêts aux pays qui l'acceptent, ce qui accentue leur dépendance financière, à l'instar du Sri Lanka ou du Laos, désormais à la merci des Chinois quant au remboursement de leur énorme dette contractée pour que les Chinois modernisent leurs infrastructures.

La Croatie ne peut ni ne souhaite intégrer ce projet des Nouvelles Routes de la Soie. Toutefois, la Croatie ne veut pas se fermer au commerce avec la Chine qui lui fournit de nombreux biens industriels et dont l'immense marché constitue une opportunité d'exportations indéniable. Les dirigeants croates préfèrent toutefois leur indépendance sur la scène géopolitique internationale aux bénéfices que leur rapporterait un tel projet. En clair, la position des Croates vis-à-vis du projet chinois est concordante avec celle de tous les autres pays de l'Union Européenne. En effet, grâce à une pression, surtout allemande et française, aucun pays européen n'est autorisé à intégrer le projet car l'Europe entière s'inquiète de la domination de la Chine dans les affaires mondiales.

Ainsi, en réponse au projet chinois, l'Union Européenne prévoit de mobiliser jusqu'à 300 milliards d'euros de fonds publics et privés d'ici à 2027 dans des projets d'infrastructures en dehors de l'Union européenne. Ce plan de projection européenne doit se développer vers les pays voisins des Balkans occidentaux, en Afrique, mais aussi en Amérique du Sud ou en Asie. La Croatie, en tant que membre de l'Union européenne, soutient entièrement ce projet et elle est prête à s'engager financièrement, mais dans la limite de ses moyens.

Par ailleurs, la dépendance croate au gaz naturel, et la fermeture des approvisionnements en provenance de Russie, la force à demander la création d'un nouveau gazoduc en direction de la Croatie depuis la Libye. Ce gazoduc permettrait à la Croatie de diversifier ses ressources d'approvisionnement pour être moins dépendante des Russes, mais aussi de créer une nouvelle infrastructure indépendante des projets chinois.

De plus, la Croatie souhaiterait la création d'une ligne ferroviaire, de voyageurs et de fret, qui partirait du centre économique de l'Europe en direction de la Turquie, et qui serait prolongeable vers le moyen orient. Cette ligne permettrait une meilleure circulation des personnes ainsi que des biens vers l'Asie. Cette meilleure circulation entraînerait alors un développement économique en Turquie qui serait bénéfique pour toute l'Europe. Pour montrer son dévouement envers ce projet, la Croatie serait prête à accueillir cette ligne sur son territoire.

Pour conclure, la Croatie refuse de participer aux Nouvelles Routes de la Soie chinoises, car elle préfère soutenir les initiatives de l'Union européenne pour renforcer ses infrastructures et diversifier ses sources d'approvisionnement énergétique.